

Insécurité alimentaire post-covid des ménages urbains au Cameroun

Post-covid food insecurity of urban households in Cameroon

MVODO Yanick Fredy

Doctorant

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Appliquée (FSEGA)

Université de Douala

Laboratoire de Méthodes Quantitatives Appliquées au Management et à l'Economie
(LAMAME)

Cameroun

yanickmaestro@gmail.com

Date de soumission : 04/10/2021

Date d'acceptation : 10/11/2021

Pour citer cet article :

MVODO.Y.(2021) «Insécurité alimentaire post-covid des ménages urbains au Cameroun», Revue Française d'Economie et de Gestion«Volume 2: Numéro 11» pp : 308- 332

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Le monde est en proie à la pandémie du coronavirus (Covid-19) depuis 2019. Bien que l'Afrique en général et le Cameroun en particulier n'aient pas été fortement touchés par la maladie, cette crise sanitaire mondiale pourrait entraîner la survenue d'une crise alimentaire. L'objectif de cette étude vise à présenter et à analyser les canaux de transmission de la pandémie Covid-19 sur la sécurité alimentaire dans les ménages urbains au Cameroun. La méthodologie développée porte à la fois sur la revue de la littérature, l'analyse des données secondaires et l'analyse par la méthode de régression logistique des données issues d'une enquête en ligne auprès de 129 ménages. Les résultats montrent que la Covid-19 entraîne un accès insuffisant à l'alimentation à travers trois canaux principaux : la restriction des importations des produits alimentaires, le ralentissement de l'activité économique interne et la perte des financements internationaux. Les recommandations portent aussi bien sur le court terme que sur le long terme avec un renforcement de la microéconomie par les productions locales et les chaînes d'approvisionnement courtes basées sur des politiques alimentaires décentralisées.

Mots clés : Crise sanitaire ; Covid-19 ; Insécurité alimentaire ; ménages urbains ; Cameroun

Abstract

The world has been in the grip of the coronavirus (Covid-19) pandemic since 2019. Although Africa in general and Cameroon in particular have not been heavily affected by the disease, this global health crisis could lead to a food crisis. The objective of this study is to present and analyse the transmission channels of the Covid-19 pandemic on food security in urban households in Cameroon. The methodology developed includes a literature review, secondary data analysis and logistic regression analysis of data from an online survey of 129 households. The results show that Covid-19 leads to insufficient access to food through three main channels: restriction of food imports, slowdown of domestic economic activity and loss of international financing. The recommendations focus on both the short and the long term with a strengthening of the microeconomy through local production and short supply chains based on decentralised food policies.

Keywords: Health crisis; Covid-19; Food insecurity; urban households ; Cameroon

Introduction

De nombreuses incertitudes pèsent notamment sur l'évolution de la pandémie due au Coronavirus (Covid-19) au Cameroun avec plus de 12.000 cas confirmés et près de 300 décès au mois de juillet 2020. L'intensité et l'efficacité des mesures d'endiguement et l'ampleur des perturbations de l'approvisionnement sont des conséquences très importantes sur le plan socio-économique pour les pays en développement en général et ceux d'Afrique subsaharienne – dont le Cameroun – en particulier (Calderon, et al., 2020 ; CEMAC, 2020 ; MINEPAT, 2020). L'un des domaines où ces effets négatifs de la pandémie se feront le plus ressentir est la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en général, et des populations urbaines en particulier, avec des mesures qui portent sur les restrictions des mouvements des personnes et des biens, le comportement d'évitement des travailleurs, la perturbation des activités économiques et des chaînes d'approvisionnements alimentaires nationaux et internationaux. A la veille de la survenue de la pandémie, le Cameroun vivait une situation d'insécurité alimentaire considérable avec 2.650.432 personnes en insécurité alimentaire dans les phases de crise, d'urgence et de famine, soit 10,6% de la population nationale. Les régions les plus touchées par le phénomène sont : le Nord-Ouest avec 24%, le Sud-Ouest avec 21%, le Littoral avec 20% et l'Extrême-Nord avec 12% (PNVRSA, 2020).

Il existe plusieurs travaux qui ont présenté un nombre considérable de facteurs déterminant la sécurité alimentaire des ménages : le sexe du chef de ménage (Kassie, et al., 2014) ; le niveau d'éducation (De Cock, et al., 2013) ; la taille de la famille, la superficie des terres cultivées, la fertilité du sol, l'accès à l'irrigation, l'utilisation d'engrais et des semences améliorées (Bogale, 2012) ; l'âge du chef de ménage, les envois de fonds et l'accès aux informations sur le marché (Mango et al., 2014) ; le revenu mensuel et la structure de la famille (Bashir, et al., 2013) et le revenu non agricole (Owusu, et al., 2011). L'originalité de cette étude porte sur l'analyse d'un nouveau déterminant : la pandémie mondiale du Coronavirus et les implications économiques de ses mesures de riposte. C'est une contribution à l'élargissement de la littérature sur les déterminants de la sécurité alimentaire.

Par définition, la sécurité alimentaire telle qu'elle est communément acceptée, est considérée comme assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (FAO, 1996). La littérature économique a défini plusieurs approches dans l'analyse de la sécurité alimentaire : l'approche de la disponibilité de la nourriture ;

l'approche de la fonction du revenu ; l'approche des besoins essentiels ; l'approche du droit à la nutrition et l'approche des moyens d'existence durables (Burchi & De Muro, 2015). Dans ce papier, l'analyse porte sur deux principales approches : les besoins essentiels et les moyens d'existence durables. La sécurité alimentaire apparaît donc comme un phénomène à plusieurs dimensions. Elle renvoie aussi à la capacité des ménages à résister aux risques et aux chocs qui érodent l'un des quatre piliers (Webb, et al., 2006).

Dans un tel contexte, il semble opportun de se demander : comment la pandémie Covid-19 peut-elle se transformer en une crise de la sécurité alimentaire des personnes vivant dans les villes au Cameroun ? Quels sont les canaux d'une telle transmission ? L'objectif de cet article est de présenter les conséquences économiques induites par la Covid-19 qui sont susceptibles de dégrader la sécurité alimentaire des ménages urbains au Cameroun.

Pour parvenir à cet objectif, cette recherche se décline en quatre parties : la revue de littérature, la méthodologie, les résultats et la discussion.

1. Revue de la littérature

Le concept de sécurité alimentaire a été largement utilisé au niveau des ménages comme mesure du bien-être et des tentatives ont été faites pour rendre le concept opérationnellement utile dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes, projets et politiques. Un ménage est considéré en sécurité alimentaire s'il a la capacité d'acquérir la nourriture nécessaire à ses membres pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires. Une distinction est fréquemment faite entre l'insécurité alimentaire transitoire et permanente, la première décrivant une insécurité alimentaire périodique, comme par exemple l'insécurité alimentaire saisonnière, tandis que la seconde décrit un manque d'accès à long terme à une nourriture suffisante (Pinstrup-Andersen, 2009).

Pour atteindre la sécurité alimentaire, les ménages ruraux renforcent la capacité de produire des aliments en quantité suffisante pour la consommation familiale et éventuellement le commerce. Les ménages urbains quant à eux, fournissent l'effort nécessaire pour générer un revenu suffisant pour acheter des aliments sur le marché.

Selon la FAO (1996), la sécurité alimentaire est un concept multidimensionnel qui comprend quatre piliers : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Mais il faut noter que de nombreux efforts ont été déployés pour mesurer la sécurité alimentaire, étant donné l'impossibilité d'une observation inhérente du statut de sécurité alimentaire et les formidables défis que représente l'établissement de mesures pouvant être agrégées des individus aux régions multinationales. Les évaluations agrégées reposent sur une série d'hypothèses fortes

afin de décrire la sécurité alimentaire des sous-groupes. Ces agrégats n'informent cependant pas suffisamment sur l'utilisation des aliments, ni sur l'évolution dans le temps (Upton, et al., 2016).

Les quatre piliers dépendent de plusieurs facteurs. Diverses études menées dans les pays en développement ont mis en évidence un certain nombre de facteurs considérés comme des déterminants de la sécurité alimentaire des ménages. Mucavele (2001) a suggéré que les principaux facteurs qui affectent la sécurité alimentaire dans les zones urbaines sont la pauvreté, le faible revenu familial, la faible disponibilité de l'alimentation générale au niveau familial, les inondations, les crises familiales, les niveaux élevés de chômage, les faibles niveaux de scolarisation et de formation et l'absence d'un système de sécurité sociale pour atténuer les chocs urbains. Bahiigwa (1999) a montré que l'insécurité alimentaire des ménages était principalement due à une main-d'œuvre insuffisante, à des terres inadéquates, à l'impossibilité de produire suffisamment de nourriture au cours des saisons et à l'infertilité du sol, à une mauvaise santé, au manque de matériel de plantation et au manque de bœufs pour le labourage. Welderufael, (2014) confirme que les études sur les ménages de petits exploitants agricoles ont montré que le manque d'accès au crédit et la production de cultures de rente remplacent les cultures vivrières et que la consommation des ménages de leur propre production est réduite. Von Braun et al., (1993), comme l'indique la FAO, ont indiqué que l'emploi et les salaires, ainsi que les prix et les revenus, jouent un rôle central dans la détermination de la sécurité alimentaire des ménages. Shiferaw et al., (2003) ont constaté que l'adoption de technologies, le système agricole, la taille des exploitations et la qualité des terres sont des facteurs liés à l'offre et que la taille des ménages, la production globale par habitant et l'accès au marché sont des facteurs liés à la demande qui affectent la sécurité alimentaire. Les ménages peuvent également présenter des vulnérabilités existantes qui augmentent leur risque de subir une insécurité alimentaire plus grave lors d'une crise ou d'un choc.

La récente crise de la Covid-19 et les réponses politiques associées sont susceptibles d'affecter chacun des quatre piliers de la sécurité alimentaire (European Commission, 2020). L'approvisionnement alimentaire pourrait souffrir des perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Ces perturbations sont générées, par exemple, par les producteurs eux-mêmes qui contractent le virus ; les réponses politiques qui affectent les marchés ; et les restrictions de transport. La distribution des aliments pourra également être affectée par les limitations de transport et restrictions mises en place pour limiter la

propagation du virus (par exemple, éloignement social, quarantaine, fermeture des restaurants). L'utilisation de la nourriture peut être affectée, en particulier pour les personnes vivant dans des zones à forte densité, où les conditions sont déjà dangereuses et pourraient empirer en raison des mesures de confinement. L'interaction entre la Covid-19 et la baisse de l'activité économique entraînera une augmentation de l'insécurité alimentaire dans et entre les pays. Une plus grande insécurité alimentaire peut agir comme un multiplicateur de l'épidémie en raison de ses effets négatifs sur la santé et de l'augmentation des migrations rendant ainsi la stabilité alimentaire faible (Smith, & Wesselbaum, 2020). Sur cette base, trois hypothèses se dégagent pour cette étude. Tout d'abord, la Covid-19 entraîne une réduction de l'activité économique. Ensuite, la pandémie va entraîner une baisse considérable des importations alimentaires. Enfin, la pandémie va entraîner une restriction des financements étrangers vers le Cameroun.

2. Méthodologie et données

2.1. Collecte de données

Les données ont été recueillies en utilisant une technique d'échantillonnage aléatoire simple par le biais d'un questionnaire structuré. Le questionnaire a été prétesté avant l'enquête proprement dite, puis il a été mis en ligne sur Google Forms, en raison de la prévalence de l'épidémie du Coronavirus et des mesures de distanciation et de confinement. Un total de 129 ménages ont participé à cette étude. En raison du système de la famille élargie et en raison de la transition dans la structure familiale, nous considérons le ménage comme les personnes qui ont répondues au questionnaire. Cet échantillonnage est non probabiliste. L'enquête a couvert de nombreuses variables démographiques et socioéconomiques qui affectent la sécurité alimentaire des ménages. Les variables démographiques comprennent l'âge, le sexe, la situation matrimoniale, le pays et la zone de résidence. Les variables socioéconomiques importantes comprennent le statut professionnel, l'impact du virus sur les revenus, l'alimentation et les activités dont les financements proviennent de l'étranger.

2.2. Spécification du modèle

Dans cette étude, nous avons utilisé la définition de la FAO selon laquelle la sécurité alimentaire est une situation qui existe lorsque toutes les personnes, à tout moment, ont un

accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, sûre et nutritive répondant à leurs besoins et préférences alimentaires pour une vie active et saine (FAO, 1996). Étant donné que la variable dépendante, la sécurité alimentaire, est de nature qualitative, ce qui signifie qu'elle est de nature dichotomique, elle ne peut prendre que deux valeurs, soit la présence, soit l'absence. Ainsi, elle prendra soit la valeur 1 soit 0. La valeur 1 signifie que le ménage est en sécurité alimentaire et 0 signifie le contraire. Cette mesure de la sécurité alimentaire de manière binaire donne des résultats qui ont plus d'implications politiques (Coleman-Jensen, et al., 2011). Selon les indicateurs retenus par la FAO, les familles consommant moins de 2 repas par jour sont considérées comme étant en insécurité alimentaire (<http://www.fao.org>). Ainsi, la relation de la variable dépendante est donnée par

$$Y = \begin{cases} 1 & \text{si } Y \geq 2 \\ 0 & \text{si } Y < 2 \end{cases}$$

où 1 représente la sécurité alimentaire et zéro l'insécurité alimentaire.

La technique de régression logistique a été utilisée pour modéliser la relation entre la variable dépendante dichotomique et un ensemble de variables indépendantes qui sont supposées affecter le résultat. Le modèle de régression logistique s'écrit :

$$\text{Ln} \left[\frac{P_i}{1-P_i} \right] = \beta_0 + \beta_1 X_{1i} + \beta_2 X_{2i} + \dots + \beta_n X_{ni}$$

Le terme de gauche est simplement le rapport de probabilité de la sécurité alimentaire, c'est-à-dire le rapport entre la probabilité que le ménage soit en sécurité alimentaire et la probabilité qu'il ne le soit pas. L'indice «i» montre la ⁱème observation dans les données. β_0 est la constante à l'origine du modèle, tandis que $X_1, X_2, X_3, \dots, X_n$ sont les variables explicatives. Les coefficients β_n reflètent plutôt l'effet des variables explicatives individuelles sur la variable expliquée.

Tableau 1 : Définition des variables utilisées dans le modèle de régression logistique

VARIABLES	DEFINITION
Variable dépendante	
NRC	Nombre de repas depuis l'apparition de la Covid-19
Variables indépendantes	
S	Sexe
A	Age
SM	Situation matrimoniale
ZR	Zone de résidence
SA	Secteur d'activité
DP	Expérience professionnelle
SP	Statut professionnel
RT	Rythme de travail
ICT	Impact de la Covid-19 sur le travail
QCT	Qualité de changement du travail
BR	Baisse des revenus
PBR	Proportion de la baisse du revenu
PE	Perte d'emploi
CAC	Changement de l'alimentation dû à la Covid-19
CNR	Changement du nombre de repas
CQA	Changement de la qualité de l'alimentation
BFE	Baisse des financements extérieurs
CAFE	Changement sur les activités dont le financement provient de l'extérieur
PBAFE	Proportion de la baisse des activités dont le financement provient de l'extérieur

Source : Auteur

3. Résultats et discussion

3.1. La constitution sociodémographique de la population

Le tableau 2 présente les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon de notre population. En effet, 53.49% des participants sont des hommes contre 46.51% de femmes. La tranche d'âge dominante est celle comprise entre 25 et 40 ans, soit 76.74%. Les ménages ayant pris part à l'enquête sont majoritairement représentés par des célibataires, soit 87 individus et une proportion de 39% de mariés. L'analyse du secteur d'activité montre que les agents du secteur public constituent 28.68%, le secteur des emplois privés compte 36.43%, les sans-emploi et étudiants représentent 21.71%. Plus de la moitié de la population a reconnu des changements alimentaires depuis la survenue de la pandémie

(68.99%) et une bonne majorité de cette population avoue que la qualité alimentaire en termes de diversité a également connu une dégradation (51.94%).

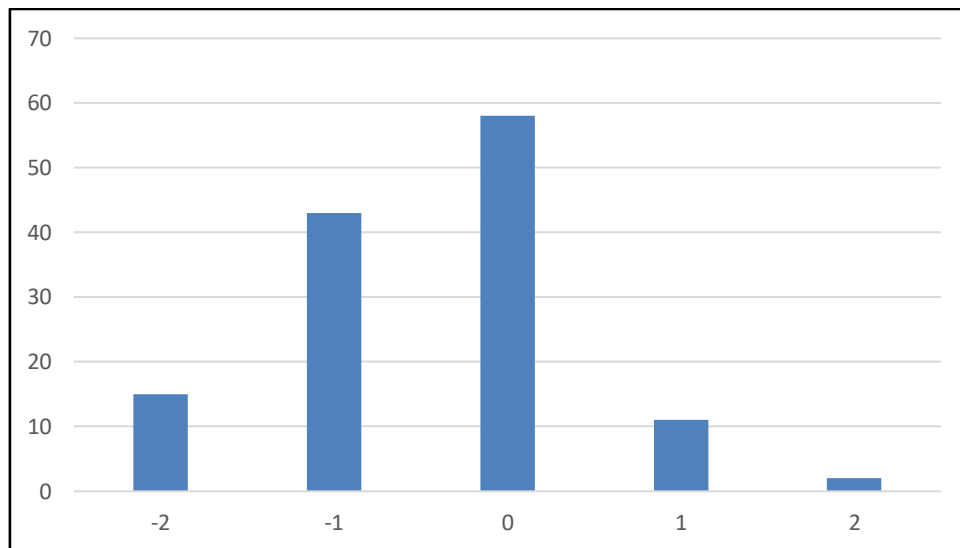
Tableau 2 : Fréquences et pourcentages des variables sociodémographiques

Variables	S	A	SM	SA	CAC	CQA
Modalités	Fréq (%)	Fréq (%)	Fréq (%)	Fréq (%)	Fréq (%)	Fréq (%)
1	60 (46.51)	13 (10.08)	87 (67.44)	37 (28.68)	40 (31.01)	67 (51.94)
2	69 (53.49)	99 (76.74)	39 (30.23)	47 (36.43)	89 (68.99)	62 (48.06)
3		17 (13.18)	1 (0.775)	9 (6.977)		
4			2 (1.550)	8 (6.202)		
5				28 (21.71)		
Total	129	129	129	129	129	129

Source : Auteur

La variable principale de la sécurité alimentaire retenue dans cette analyse est le nombre de repas par jour. Selon la FAO, les familles consommant moins de 2 repas par jour sont considérées comme étant en insécurité alimentaire (<http://www.fao.org>). Les données obtenues au cours de cette enquête présentent une variation du nombre de repas dans les ménages entre la période avant la Covid-19 et la période après la survenue de cette Covid-19. Tels que présentés par le graphique 1, ces résultats montrent que 55.1% des ménages ont modifié le nombre de repas par jour. Certains de ces ménages ont diminué le nombre de repas (44.9%).

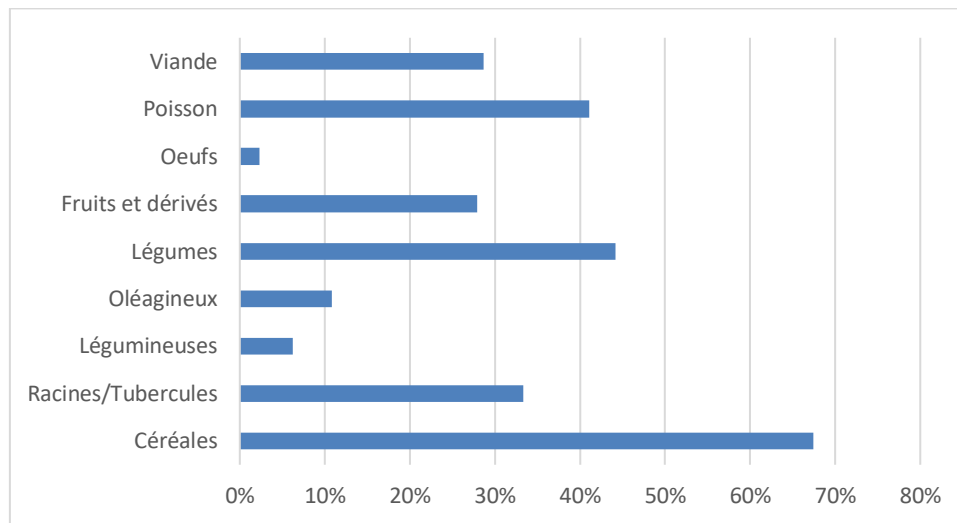
Graphique 1 : Variation du nombre de repas entre la période avant Covid-19 et la période après Covid-19



Source : Auteur

3.2. La restriction des importations des produits alimentaires

La perturbation des échanges internationaux à la faveur des mesures de lutte et de riposte contre le virus a entraîné une restriction des exportations notamment de produits alimentaires par de nombreux pays producteurs. Pour le Cameroun qui est un importateur de ces produits, c'est un choc que l'on peut qualifier d'exogène puisqu'il provient du canal des échanges avec l'extérieur notamment ses partenaires commerciaux (MINEPAT, 2020). Ce choc pour les importateurs est d'avantage marqué par les décisions d'interdiction et de suspension des exportations des denrées alimentaires par certains pays grands producteurs de céréales (blé, riz) à l'exemple de la Russie, de la Serbie, de l'Egypte, du Kazakhstan, du Kirghizistan, le Vietnam. Ces restrictions vont mécaniquement conduire à une hausse des prix sur les marchés mondiaux des produits alimentaires (Bouët, 2020). Les « Bilans alimentaires de 2011 à 2015 du Cameroun » du MINADER (2018) révèlent que le Cameroun est un importateur net de produits alimentaires. Les données de notre enquête confirment cette idée puisque l'on retrouve les céréales dans les repas de 67% des ménages lorsque les légumes, le poisson, les racines/tubercules et la viandes sont des aliments essentiels dans 44%, 41%, 33% et 29% des ménages respectivement. C'est ce que le graphique des aliments essentiels des ménages présente ci-après.

Graphique 2 :Aliments essentiels dans les ménages

Source : Auteur

3.3. Le ralentissement de l'activité économique interne

L'économie camerounaise est pourtant fortement marquée par la présence de ces deux secteurs d'activité : le secteur informel agricole à 55,2% et le secteur informel non agricole à 35,2% (Idrissou, 2015). Les travailleurs de ces deux secteurs d'activité sont particulièrement exposés à la malnutrition et à l'insécurité alimentaire en raison de la réduction de leurs moyens d'existence du fait de la pandémie Covid-19. Selon Bédard (2005) en effet, l'état de sécurité alimentaire dépendrait ainsi de l'équilibre entre les risques et la capacité d'y faire face. Si les risques dépassent la capacité du ménage à y faire face, ou encore si cette capacité est trop faible par rapport aux risques vécus, le ménage vivrait une plus grande probabilité d'être en insécurité alimentaire. Le GICAM (2020) montre que la COVID-19 a eu un impact direct sur la production, le chiffre d'affaire et les achats/approvisionnements des entreprises au Cameroun. Ainsi, 87% de ces entreprises ont procédé à des mises au chômage ou à des réductions d'effectifs pendant que 13% envisagent des fermetures ou dépôts de bilans. Par conséquent, la combinaison de tous ces effets va accroître l'exposition à l'insécurité alimentaire de ces différentes catégories d'acteurs. Les résultats de la régression montrent que les deux conséquences premières du ralentissement de l'activité économique interne que sont la baisse des revenus et la perte d'emplois, contribue fortement à la réduction de la sécurité alimentaire. Ainsi, une baisse de 1% du revenu ou une perte de 1% du niveau d'emploi, entraîne une réduction de plus de 2% ou 4% du niveau de sécurité alimentaire des ménages urbains.

Tableau 3 : Coefficients du modèle de régression logistique

VARIABLES	(1) NRC
S	0.485 (0.713)
A	0.259 (0.934)
SM	-0.400 (0.717)
ZR	2.383** (0.981)
SA	-0.569 (0.424)
DP	0.0364 (0.0573)
SP	1.338* (0.767)
RT	0.221 (0.898)
ICT	-1.434 (1.961)
QCT	0.438 (0.315)
BR	-2.656* (1.367)
PBR	0.598 (0.471)
PE	-4.055*** (1.166)
CAC	1.346 (1.927)
CNR	-2.626 (1.713)
CQA	-0.227 (0.845)
BFE	-0.171 (0.575)
CAFE	0.228 (0.526)
PBAFE	-0.167 (0.404)
Constant	7.019 (6.233)
Observations	129

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

3.4. La baisse des financements internationaux

Une forte mobilisation des organisations internationales et des Etats s'est déclenchée pour apporter une riposte conséquente à la pandémie. Mais l'incertitude liée à l'évolution de la maladie a ralenti d'autres formes de financements internationaux, liés notamment aux activités de production locale. D'après l'enquête menée, 21% des ménages mènent des activités dont les financements viennent de l'extérieur. Il est donc logique de constater avec la régression, que la baisse des financements extérieurs contribue négativement à la sécurité alimentaire des ménages. Une autre analyse de la baisse desdits financements peut être faite à partir des produits exportés par le Cameroun. En effet, le phénomène de la baisse des activités est partagé par la majorité des pays qui font face à la pandémie. Il est donc opportun de souligner que le Cameroun aura du mal à écouler ses biens et services à l'international, sinon, il faut craindre une chute des prix desdits biens.

La restriction des importations et le ralentissement de l'activité économique interne sont des canaux en adéquation avec les résultats des travaux de De Cock et al. (2013). En effets, ces auteurs ont examiné la situation de la sécurité alimentaire dans la province de Limpopo en Afrique du Sud. Grâce aux données qualitatives et quantitatives utilisées pour l'analyse, l'étude a révélé que 53% des ménages ruraux étaient en insécurité alimentaire. Les déterminants importants étaient le capital humain, le taux de dépendance, le revenu du ménage et la zone dans laquelle l'étude a été entreprise. Le résultat qui montre que la baisse des financements extérieurs contribue à la dégradation de la sécurité alimentaire des ménages est en accord avec les travaux de Mango et al. (2014) qui ont étudié les facteurs de la sécurité alimentaire des ménages dans le district de Mudzi au Zimbabwe. Cette étude a montré que les envois de fonds et l'accès aux informations sur les marchés avaient une influence positive sur la sécurité alimentaire des ménages.

Les déterminants de la sécurité alimentaire diffèrent selon le niveau de l'analyse, c'est-à-dire le niveau mondial, régional, national, domestique ou individuel. Ils diffèrent également selon la cause de l'insécurité alimentaire c'est-à-dire les changements climatiques, les conflits civils, les catastrophes naturelles, la pauvreté ou l'incohérence des politiques agricoles (Abdullah, et al. 2017). La sécurité alimentaire peut aussi être appréhendée à la fois du point de vue social, politique, économique, culturel et écologique. C'est pourquoi une stratégie

efficace et efficiente parait essentielle dans la mise en place d'une politique de sécurité alimentaire dans le cadre de la riposte contre la Covid-19.

4. Discussion

L'étude présente la diminution du nombre de repas comme l'un des effets immédiats de la Covid-19. Cette diminution du nombre de repas est généralement considérée comme une stratégie d'adaptation alimentaire pour le ménage qui cherche à garder un certain équilibre dans les habitudes alimentaires. L'analyse que l'on peut faire de l'augmentation du nombre de repas découle de deux idées : d'une part, le phénomène de confinement est susceptible de provoquer des besoins supplémentaires en termes de nutrition, surtout chez les enfants qui ne vont plus à l'école à cause de la fermeture des établissements scolaires ; d'autre part, certaines activités dans le secteur informel ont plutôt connu une hausse de l'activité et ont permis d'améliorer les revenus de certains, c'est le cas par exemple des commerçants des produits de la médecine traditionnelle. Ces résultats correspondent aux conclusions des travaux de Dandonougbo, et al., (2021) qui ont montré que la Covid-19 a poussé plusieurs ménages à adopter la réduction du nombre de repas comme stratégie d'adaptation alimentaire. Ils ont par ailleurs trouvé que les ménages qui avaient adopté ces stratégies présentaient une forte probabilité de passer des jours sans manger. Quant aux restrictions des importations alimentaires, à la baisse de l'activité économique interne et à la diminution des financements provenant de divers horizons, l'étude les montre comme des canaux essentiels d'une transmission de cette crise sanitaire sur le plan alimentaire. Ce résultat correspond d'ailleurs à la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire que l'étude de Smith, et Wesselbaum, (2020) a trouvé comme facteur fondamental de la transmission de l'insécurité alimentaire.

Conclusion

Avec au départ 10,6% de la population nationale en situation d'insécurité alimentaire en phases de crise, d'urgence et de famine, le Cameroun subi de plein fouet la crise du coronavirus. Les mesures restrictives adoptées pour la riposte à cette maladie auront des conséquences considérables sur l'économie nationale en générale et sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en particulier. Une analyse économique des canaux de transmission, grâce à une enquête réalisée auprès de 129 ménages urbains, a permis de constater que la restriction des importations des produits alimentaires, le ralentissement de l'activité économique interne et la baisse des financements extérieurs sont susceptibles de dégrader d'avantage la situation

de l'insécurité alimentaire au Cameroun et d'aboutir à une crise alimentaire. En effet, notre étude a montré que le Cameroun avait une dépendance certaine vis-à-vis des produits alimentaires importés, principalement les céréales. La fermeture des frontières et la restriction des exportations constituent un canal de transmission de l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, le ralentissement de l'activité économique interne et la baisse des financements extérieurs qui engendrent la perte de revenus et d'emplois, constituent également des canaux de transmission de l'insécurité alimentaire, d'où la nécessité d'une véritable politique alimentaire décentralisée. Les recommandations qui découlent de notre étude portent sur l'accroissement de la production locale avec un renforcement de la microéconomie par les productions locales et les chaînes d'approvisionnement courtes basées sur des politiques alimentaires décentralisées et la protection des moyens d'existence des ménages. La mise en œuvre de ces deux orientations pourrait contribuer fortement à la réduction du risque d'insécurité alimentaire. Il serait donc opportun de mener une étude sur la capacité du nouveau processus de décentralisation camerounais à pouvoir contribuer de façon efficace à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages. La méthode de collecte des données de notre étude trouve sa justification dans le fait que, non seulement les mouvements des personnes étaient très restreints, la méfiance et la prudence habitaient les personnes et les ménages. Les difficultés que présente notre démarche sont liées notamment au nombre réduit des ménages qui ont pris part à l'enquête. En effet, les 129 individus ne respectent pas tous les principes d'échantillonnage pour une population urbaine estimée à plus de 14 millions de personnes. On peut également noter le fait que le questionnaire était uniquement libellé en français alors que l'anglais fait partie des langues officielles du pays. Enfin, on peut souligner la non possibilité d'avoir des données confidentielles sur les enquêtés.

BIBLIOGRAPHIE

Abdullah, et al., (2017). Factors affecting household food security in rural northern hinterland of Pakistan. *Journal of the Saudi Society of Agricultural Sciences*.

Bahiigwa, G., (1999). Household food security in Uganda: An empirical analysis (No. 25). Economic Policy Research Center.

Bashir, et al., (2013). Impact of socio-economic characteristics of rural households on food security: the case of the Punjab, Pakistan. *JAPS. J. Animal Plant Sci.* 23(2), 611-618.

Bédard, A., (2005) : « Exploration du phénomène d'insécurité alimentaire chez des ménages à revenu moyen de la ville de Québec ».Mémoire ès Sciences, Québec, Université Laval.

Bogale, A., (2012). Vulnerability of smallholder rural households to food insecurity in Eastern Ethiopia. *Food Security*, 4(4), 581-591.

Bouët, A., (2020), Coronavirus et sécurité alimentaire en Afrique, IFPRI, Washington DC.

Braun, J. V., Teklu, T., & Webb, P., (1993). Famine as the outcome of political production and market failures. *ids Bulletin*, 24(4), 73-77.

Burchi, F., & De Muro, P., (2015). From food availability to nutritional capabilities: Advancing food security analysis. *Food Policy*, 60, 10-19.

Calderon, C., Kambou, G., Djiofack, C. Z., Kubota, M., Korman, V., & Canales, C. C., (2020). Africa's Pulse, No. 21. World Bank, Washington, DC <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1568-3>.

CEMAC. (2020), Incidences économiques et financières du covid-19 sur les économies de la CEMAC et esquisses de solutions.PREF-CEMAC

Chambers, & Conway, (1992). Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st century. » IDS Discussion paper 240. Institute of Development Studies, Brighton.

Chambers, (1983). *Rural Development: Putting the last first*.Longman, New-York.

Coleman-Jensen, A., Nord, M., Andrews, M., & Carlson, S., (2011). Household Food Security in the United States in 2010: Statistical Supplement (No. 2238-2019-2887).

Dandonougbo, Y., Tossou, Y., Atake, E. H., & Ekouevi, D. K., (2021). Effets de la COVID-19 sur la variation du revenu et la sécurité alimentaire des ménages au Togo. *African Development Review*, 33, S194-S206.

De Cock, N., D'Haese, M., Vink, N., Van Rooyen, C. J., Staelens, L., Schönfeldt, H. C., & D'Haese, L., (2013). Food security in rural areas of Limpopo province, South Africa. *Food Security*, 5(2), 269-282.

Devereux, S., Baulch, B., Hussein, K., Shoham, J., Sida, H., & Wilcock, D., (2004). Improving the analysis of Food Insecurity. Food Security Measurement, Livelihoods Approaches and Policy: Applications in FIVIM S.

European Commission. (2020), Impact of COVID-19 on food security and nutrition. Draft Paper by the High-Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Brussels: Food and Agriculture Organization.

Food and Agriculture Organization. (1996), Rome declaration on world food security and World Food Summit plan of action, World Food Summit. Rome: Food and Agriculture Organization.

GICAM.(2020), Covid-19 : impact sur les entreprises au Cameroun. »Gicam, Cameroun.

Howe, P., & Devereux, S., (2004). Famine intensity and magnitude scales: a proposal for an instrumental definition of famine. *Disasters*, 28(4), 353-372.

Hussein, K. (2002), The relevance of livelihoods approaches to food insecurity measurement. *ELDIS/IDS*.

Idrissou, A., (2015).Les acteurs du secteur informel en Afrique : nouvelles figures, économie de la solidarité et transformations socio-urbaines au Cameroun. »Workers and the global informal economy, Cameroun. <https://www.iea-nantes.fr/rtefiles/File/Ateliers/20150325>

INS, & PNUD. (2020), Evaluation des effets socioéconomiques du coronavirus (covid-19) au Cameroun - Phase 1. Principaux résultats de l'enquête d'opinion réalisée auprès des ménages et des entreprises du 26 avril au 10 mai 2020.Cameroun.

Kassie, M., Ndiritu, S. W., & Stage, J., (2014). What determines gender inequality in household food security in Kenya? Application of exogenous switching treatment regression. *World development*, 56, 153-171.

Koffi-Tessio, E. M., Tossou, Y. H., & Homevor, K. A., (2003). Impact des Politiques de Santé et de Nutrition sur la Production et la Sécurité Alimentaires au Togo. *African Development Review*, 15(1), 12-22.

Kolegbe, & Houesson, (2010) : « Analyse de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, période 1990-2008 ». Mémoire en Economie FASEG de l'Université d'Abomey-Calavi.

Mabondzo, W. A. J. (2017) : « Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Une analyse socio-anthropologique du rôle des banques de céréales au Guéra (Tchad) ». Thèse de doctorat en anthropologie à la Faculté des études supérieures et postdoctorales. Université de Montréal.

Mango, N., Zamasiya, B., Makate, C., Nyikahadzo, K., & Siziba, S. (2014). Factors influencing household food security among smallholder farmers in the Mudzi district of Zimbabwe. *Development Southern Africa*, 31(4), 625-640.

Maxwell, & Smith, (1992). Household food security: a conceptual review. In: Maxwell et Frankenberger (eds) *Household Food Security: concepts, indicators, Measurements. A technical Review.* » Unicef and Ifad, New-York and Rome.

Maxwell, (1996). Measuring food insecurity: the frequency and severity of "coping strategies".» *Food Policy* 21(3), 291-303.

Maxwell, D., Ahiadeke, C., Levin, C., Armar-Klemesu, M., Zakariah, S., & Lamptey, G. M., (1999). Alternative food-security indicators: revisiting the frequency and severity of coping strategies'. *Food policy*, 24(4), 411-429.

Maxwell, D., Watkins, B., Wheeler, R., & Collins, G. (2003), *The coping strategies index: A tool for rapidly measuring food security and the impact of food aid programs in emergencies.* Nairobi: CARE Eastern and Central Africa Regional Management Unit and the World Food Programme Vulnerability Assessment and Mapping Unit.

MINADER. (2018), Bilans alimentaires de 2011 à 2015 du Cameroun. Analyser l'information statistique pour renforcer la production et la distribution des produits alimentaires et agricoles au Cameroun. DESA, Yaoundé, Cameroun. Disponible sur http://www.minader.cm/wp-content/uploads/2020/01/BilansAlimentaires_-2011_2015.pdf

MINEPAT. (2020), Perspectives de l'économie camerounaise. Conjoncture à fin mai 2020 et perspectives : L'économie camerounaise face à la crise du Covid-19. Etudes économiques et financières, juin. N° 22, Cameroun.

Mucavele, F. G. (2001). A vulnerability and food security study of urban Maputo. Mozambique. FANRPAN, Harare.

OCDE, (2020), Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire mars 2020, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/0262bc62-fr>.

Owusu, et al., (2011). Non-farm work and food security among farm households in Northern Ghana. Food Policy 36(2), 108-118.

Pinstrup-Andersen, P. (2009). Food security: definition and measurement. Food security, 1(1), 5-7.

PNVRSAs, (2020), Analyse Cadre Harmonisé. Identification des Zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cameroun

Shiferaw F., Richard L., Christy G.(2003). Determinants of Food Security in Southern Ethiopia": Food and Resource Economics Department, Institute of Food and Agricultural Sciences, University of Florida Gainesville, Florida 32611-0240

Smith, M. D., & Wesselbaum, D. (2020). COVID-19, food insecurity, and migration. The Journal of Nutrition, 150(11), 2855-2858.

Upton, J. B., Cissé, J. D., & Barrett, C. B. (2016). Food security as resilience: Reconciling definition and measurement. Agricultural economics, 47(S1), 135-147.

Webb, et al., (2006). Measuring household food insecurity: why it's so important and yet so difficult to do. Journal of Nutrition.

Welderufael, M. (2014). Determinants of household's vulnerability to food insecurity in Ethiopia: econometric analysis of rural and urban households. Journal of Economics and Sustainable Development, 5(24), 70-79.